

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

EN ANGLETERRE

Les élections pour la Chambre des communes, qui se poursuivent depuis une quinzaine, touchent à leur terme. Sur les 526 élus — au moment où nous écrivons — on compte 262 libéraux ou *whigs*, 211 conservateurs ou *tories* et 53 parnellistes; et on évalue à une trentaine les sièges qu'emporteront encore ces derniers sur les 144 qui restent à remplir.

De quelque façon que votent les Comités encore à pourvoir, il n'y aura donc de majorité absolue ni pour le cabinet conservateur existant, ni pour le cabinet libéral d'hier et de demain. Ce sont les nationalistes irlandais et leur chef, M. Parnell, qui avec les 80 ou 90 voix dont ils disposeront, seront les maîtres incontestés de la situation parlementaire et gouvernementale.

Pour nos bourgeois de tout accabit, là est l'intérêt — ou la caractéristique — du scrutin qui s'achève.

Pour les socialistes, qui ne voient pas de solution aux questions de nationalité ou de race en dehors de la solution du problème social ou propriétaire, l'importance des dernières élections d'Outre-Manche est ailleurs.

Elle est dans l'entrée en ligne du prolétariat britannique sous son drapeau de classe et avec le programme nettement communiste déjà arboré par les travailleurs d'Allemagne, de France, de Danemarck et des Etats-Unis d'Amérique.

Voici par exemple, l'adresse de « John C. Williams, ouvrier », aux électeurs et non électeurs du bourg de Hampstead :

Après avoir exposé comment « les deux factions, *tories* et *libéraux*, ont dominé depuis des générations la soi-disant Chambre des communes, faisant exclusivement les affaires de la classe propriétaire et capitaliste à la quelle ils appartiennent également, » le candidat démocrate-socialiste se pose en champion des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui meurent littéralement de faim au milieu de l'extrême richesse londonienne.

Il réclame — avec le suffrage universel, la mise à la charge du trésor public des frais d'élections et la suppression de la Chambre des lords — l'organisation du travail pour les sans-emploi, la séparation et l'expropriation de l'Eglise d'Angleterre, la journée de huit heures, des habitations saines pour les ouvriers et un fort impôt *cumulatif* — ou progressif — sur tous les revenus dépassant 300 livres sterling.

Et il ajoute :

« Toutes ces mesures et d'autres encore ne sont que des pierres d'attente vers la *nationalisation des chemins de fer, navires, usines et terres*, DE TOUS LES MOYENS ET INSTRUMENTS DE PRODUCTION EN UN MOT, qui peut seule rendre maîtres d'eux-mêmes les travailleurs et commerçants du pays, volés aujourd'hui des trois quarts du produit de leur travail. »

Les autres candidats socialistes John Fielding à Kennigton, Burn à Nottingham, etc., ne s'expriment pas autrement. Tous concluent à l'appropriation nationale ou collective du capital immobilier et mobilier de production.

Nous sommes loin, on le voit, des *trades unions* et de leurs délégués à la dernière conférence possibiliste, qui n'admettaient l'intervention de l'Etat qu'en faveur des enfants et des femmes traitées en mineurs, et dont « la sagesse » était donnée en exemple à ces *cerveaux brûlés* d'ouvriers français par l'unanimité de notre presse bourgeoise.

Le socialisme révolutionnaire a passé le détroit. Vienne une dissolution — inévitable, et il présentera des candidats dans tous les collèges. Et qui sait si ce n'est pas de la vieille Angleterre des Chartistes que partira le signal du prochain 93 ouvrier !

Messieurs les bourgeois, vous avez conquis la France ouvrière et paysanne, pillez-là ! Vous êtes les maîtres.

Deux ouvriers socialistes seulement sur cinq cent et quelques députés sont entrés au Parlement, et encore grâce aux radicaux qui croyaient nécessaire leur présence sur la liste radicale pour mieux capter les votes. Aujourd'hui ils sont revenus de leur erreur, et ils comprennent qu'il n'est même plus besoin de dorer la pilule électorale.

La Chambre n'est pas encore constituée, toutes les élections ne sont pas encore validées, et déjà les vainqueurs réclament leur part de butin; ils discutent les indemnités de guerre à imposer aux vaincus.

Les opportunistes les plus impudents, si non les plus

après et les plus goulus, ouvrent la danse du triomphe autour du poteau où la France des travailleurs est garrottée :

— Il nous faut 79 millions pour le Tonkin et Madagascar. Le Tonkin sera un débouché merveilleux pour mes produits et ceux de mes frères en industrie, s'écrie Waddington.

— D'accord, le Tonkin est une excellente affaire pour les fournisseurs qui passent des traités avec le ministère de la guerre et de la marine, répondent aux opportunistes les raffineurs du Nord et d'ailleurs; nous voterons tous les millions que vous demandez, à condition que vous augmenterez la taxe sur les sucres étrangers; nous pourrions alors vendre notre sucre un ou deux sous la livre plus cher; vous ne pouvez nous refuser ce tout petit impôt.

— Eh! nous donc, clamant à leur tour les propriétaires fonciers, les producteurs de céréales et de viande. Avant la bataille électorale, pour vous assurer de notre concours, vous nous aviez accordé comme acompte une petite taxe douanière sur le blé et la viande; nous avons bien donné, à preuve les nombreux propriétaires ruraux qui font partie de la Chambre, nous venons réclamer le reste de notre dû: il nous faut maintenant des droits de douane de 6 à 9 francs sur les blés, de 3 à 6 francs sur les avoines, de 30 à 45 fr. sur les bœufs, et le reste à proportion. La taxe douanière de 9 fr. sur le blé ne chargera les consommateurs de pain que de 7 à 800 millions par an, qu'est-ce que cela? La Prusse, pour avoir vaincu la France, une fois seulement lui a imposé une indemnité de cinq milliards; nous qui sommes les maîtres victorieux de la France depuis des siècles, nous nous contentons d'un impôt de quelques centaines de millions par an. Au nom de la morale et de l'ordre, nous réclamons ces impôts; plus les ouvriers payeront le pain cher, et moins ils auront d'argent pour s'enivrer de vin et d'eau-de-vie chez les marchands de vin, moins il pourront aider à la propagande socialiste qui les empoisonne avec ses théories subversives.

Et d'autres viendront après les gros propriétaires, après les raffineurs, après les Tonkinois!

Et tant mieux! tant pis pour les vaincus! Le peuple imbécile, au lieu de choisir des socialistes, des révolutionnaires, pour le représenter, nomme des bourgeois.

Allez-y carrément, messieurs les députés! Vous ne pourrez jamais assez user et abuser de votre victoire électorale; tondez, écorchez sans pitié vos électeurs ouvriers et paysans. Ils ne veulent pas écouter les socialistes qui prennent en mains leurs intérêts; eh bien! que vos délapidations, que vos exactions leur ouvrent les yeux. Là où la raison ne suffit pas, il faut employer le bâton. Volez et bâtonnez le peuple, c'est la seule manière de le pousser à la révolte.

MM. Say et Beaulieu, pour se consoler, l'un de la perte de son ministère, l'autre de son échec électorale, embêtent leurs confrères de l'Académie en essayant de leur inculquer les banalités de l'économie officielle. Aujourd'hui, c'est avec le socialisme d'Etat qu'ils endorment les académiciens.

Ces deux messieurs, comme les chevaux borgnes qui tournent la meule dans les moulins, ne voient le socialisme d'Etat que d'un œil. Il leur apparaît horrible, épouvantable, engendrant tous les maux sociaux; c'est de ce monstre qu'il faut garantir les politiciens présents et à venir. Ce socialisme d'Etat est celui qui tenterait des réformes dans l'intérêt des classes ouvrières, fussent-elles aussi anodines que celles proposées par M. de Bismarck et contre lesquelles s'élèvent nos amis les socialistes d'Allemagne: caisses d'épargne populaires, assurances obligatoires, protection aux émigrants colons, etc.

Maintenant, gros réjouï de la finance, tournez-vous de ce côté et répondez: n'est-ce pas du socialisme d'Etat, que le monopole de battre monnaie avec du papier, accordé par l'Etat à la Banque de France qui vous est si chère? N'est-ce pas du socialisme d'Etat que l'établissement du cours forcé, qui donne une valeur légale aux chiffons de papier de la Banque? N'était-ce pas de l'impudent socialisme d'Etat que tous ces traités que, pendant votre séjour au ministère, trop long pour les finances de la France, vous avez passés avec la Banque et qui lui ont rapporté de si gros bénéfices?

Et vous, le plusieurs fois blackboulé, dites-nous si ce n'est pas du socialisme d'Etat bien caractérisé, que cette protection du gouvernement accordée au Crédit Foncier, que ces subventions aux chemins de fer, que ces subventions à l'industrie, au commerce et à l'agriculture dite nationales, parce qu'elles exploitent la grande masse des nationaux au profit des fainéants de votre classe?

L'impénitent M. Leroy-Beaulieu ne se rappelle donc plus avoir demandé avec autant de persistance pour les

votes des électeurs en ont mis à le repousser, l'intervention armée du gouvernement français, en Egypte et en Tunisie, pour protéger les intérêts des usuriers internationaux, et avoir réclamé et obtenu que la France garantisse la dette tunisienne?

Ces protections de l'Etat accordées à des bourgeois, généralement aux plus coquins, à ceux qui sans pitié exploitent les travailleurs, ne constituent pas, pour ces messieurs, du socialisme d'Etat. Ils trouvent même que le seul rôle de l'Etat est de mettre au service des gros capitalistes toutes les forces de l'Etat: trésor, armée, police, magistrature, etc.

Ces messieurs ont raison; l'Etat est une machine savamment agencée, où s'engrènent des forces vives de la nation; la classe qui parvient à mettre la main sur cette machine, la fait manœuvrer à son profit exclusif; et les économistes officiels qui sont ses valets de plume, démontrent par raison convaincante que les autres classes de la nation ne doivent pas réclamer l'usage de l'Etat pour remédier à leurs souffrances.

Depuis le commencement du siècle, les bourgeois détiennent l'Etat, et ils s'en sont richement servi dans leurs intérêts; et ceux qui nous parlent de réformes ouvrières tant que l'Etat sera entre les mains des bourgeois, sont des farceurs ou des inconscients qui ne savent ce qu'ils disent. Ce n'est que lorsque le prolétariat aura exproprié du pouvoir politique la bourgeoisie, et qu'il sera maître de l'Etat, qu'il fera des réformes sociales en sa faveur, c'est-à-dire dans l'intérêt de toute la société.

AU VOLEUR!

Scandaleux au delà de toute mesure les faits, avec chiffres et noms à l'appui, que dénonce au conseil municipal dans un rapport en date du 27 novembre, la chambre syndicale des tailleurs et scieurs de pierre du département de la Seine!

1° Les augmentations des prix de série sorties de la révision de 1882, ou n'ont jamais été tenues aux ouvriers — pour la taille à tâche banale notamment — ou ont cessé de l'être dès 1883, lorsque s'est déclarée la grande crise sur le bâtiment. La Ville a payé — mais les travailleurs, salariés de 30 0/0 à 70 0/0 au dessous des tarifs, n'ont pas reçu. Ce sont les entrepreneurs ou tâcherons qui, spéculant sur la crise ouvrière, ont encaissé!

2° Pour les pierres taillées hors de Paris, en carrière — il s'agit bien entendu des travaux de la Ville — une réduction de 10 0/0 avait toujours été stipulée jusqu'en 1876, sur les prix de main-d'œuvre. Rien de plus motivé, la main-d'œuvre se trouvant être beaucoup moins chère à Souppes par exemple, ou à Comblanchères. Mais dans la série officielle de 1882 cette réduction disparaît. Aussi les traitants s'en donnent-ils à cœur joie.

Ils font tailler à Souppes et ailleurs à raison de 8 et 9 fr. (taille de lits et joints compris) la pierre qu'ils devraient payer à Paris — et qui leur est payée — 15 fr. 61, soit un vol au détriment de la caisse municipale de 6 et 7 francs 61 par mètre.

Ainsi procède pour la construction du lycée de Vaugirard l'entrepreneur L...; et comme il s'agit de 15,000 mètres environ, ce n'est rien moins que 99,150 francs qu'il fait passer indûment des caisses de la Ville dans sa poche particulière.

La chambre syndicale, par l'organe de son dévoué secrétaire Boulé, proteste avec indignation contre cette manière de dépouiller le contribuable parisien, de même qu'elle réclame contre le vol dont sont victimes ses membres par suite de la non observation des prix de série. Comme exemple de ce dernier vol, elle cite le tâcheron C..., du lycée de Ménilmontant, qui ne paye que 3 fr. le mètre superficiel de parement porté à la série pour 6 fr. 72 et qui a greffé sur cette escroquerie de plus de 50 0/0 un fibustier complémentaire. Patron d'un débit installé à portée du chantier, il n'embauche que les ouvriers qui s'astreignent à y prendre leurs repas et ne les réembauche qu'autant qu'ils ont consommé pour la valeur de leur gain, si bien qu'il n'a jamais besoin de « faire la paye », réduite à 1 fr. 10 ou 2 fr., quand ce ne sont pas ses exploités qui lui redonnent.

Reste à savoir ce que le conseil municipal, dûment averti, voudra faire pour la double protection de ses électeurs ouvriers et des finances de la Ville.

Mais, comme à la femme de Sganarelle qui aimait à être battue, il lui plairait de continuer à se laisser voler et à laisser voler les travailleurs, que nous n'en serions pas autrement surpris.

Pas plus que les loups ne se mangent entre eux, les bourgeois dirigeants — si radicaux soient-ils — ne font volontiers rendre gorge aux bourgeois exploitants.

LES FORÇATS DU BAGNE CAPITALISTE

Depuis près d'un siècle les bourgeois, leurs historiens, leurs philosophes et leurs économistes répètent que la Révolution de 1789 a ouvert à la classe ouvrière les portes d'un monde de libertés et de jouissances : entrons dans le bagne dont nous avons parlé la semaine dernière, qui bon an mal an rapporte un million à ses propriétaires anglais. Nous pourrions nous faire une idée du bonheur que la Révolution bourgeoise a déversé sur la classe ouvrière : ce que nous observerons dans le bagne de M. Holden et compagnie, se passe à peu de chose près dans tous les grands ateliers de l'industrie capitaliste.

Dans les peignages mécaniques, on travaille dans une atmosphère de 45 degrés, chargée de poussières organiques et d'odeurs tellement nauséabondes que l'étranger qui pénètre dans l'atelier est pris de nausées. C'est dans ce paradis terrestre que les ouvriers consomment leur vie : ce paradis capitaliste est une des conséquences logiques du droit de propriété inscrit dans les menteurs *Droits de l'homme* de la Révolution de 1789.

Pendant les temps de travail à haute pression, les machines marchent nuit et jour : les équipes de jour travaillent onze et douze heures et les équipes de nuit, composées principalement de femmes, travaillent 10 heures sans discontinuer, sans s'arrêter, même pour manger. Si on a faim, c'est à la marche, comme on dit dans le Nord, que l'on doit satisfaire son appétit. On permet de satisfaire les autres besoins naturels avec la même libéralité. L'ouvrier qui va plusieurs fois aux cabinets est mal noté. Le salarié qui franchit la porte d'un bagne capitaliste ne s'appartient plus ; il s'est vendu pour la journée ou la nuit, et le patron qui l'a acheté, le fait surveiller par des gardes-chiourme, afin qu'il ne perde pas une minute de ce temps précieux qui engendre des bénéfices.

Quand, dans une équipe, il y a une absence pour une cause quelconque, le remplaçant est pris dans l'équipe qui vient de fonctionner ; le remplaçant est donc obligé de faire trois séances de suite, c'est-à-dire trente-six heures de travail sans repos. Ces absences se produisent souvent dans les équipes de nuit des femmes ; c'est à des femmes et parfois à des jeunes filles qui n'ont pas l'âge, que l'on inflige ce travail de trente-six heures qu'on n'imposerait pas à des galériens. Il existe, il est vrai, une loi sur le travail des jeunes filles ; mais les patrons qui s'arrogent tous les droits, violent la loi. D'ailleurs, dans notre République bourgeoise, est-ce que la loi existe pour un capitaliste industriel archi-millionnaire ?

Les moralistes de toutes les catégories bourgeois accusent, ainsi que d'un crime épouvantable, les communistes de prêcher la destruction de la famille parce qu'ils critiquent les relations sexuelles de la société civilisée. Mais la famille, que ces moralistes prétendent être une des bases de la société, existe-t-elle pour les misérables condamnés aux fabriques et aux usines capitalistes ? Dans les peignages mécaniques de M. Holden, quand le mari quitte l'atelier, la femme lui succède ; ils se croisent en route. Ils ne se rencontrent qu'un seul jour de la semaine, le dimanche, quand on leur permet ce jour de repos.

Voilà la vie que dans ces bagnes on inflige à des ouvrières et à des ouvriers français qui ne commettent d'autre crime que le crime d'avoir faim. La faim est un bourreau plus terrible que les furies et les démons des mythologies païennes et chrétiennes ; plus terrible que le fouet des esclavagistes, c'est elle qui force les prolétaires à accepter sans révolte tous ces travaux abrutissants, qui dégradent l'homme au-dessous des animaux, qui en font des servants de machines, des machines.

Le travail des bagnes capitalistes, assaisonné d'outrages et d'affronts, s'exécute sous une loi de fer.

Par l'intermédiaire de leurs députés, les ouvriers votent les lois qui régissent la France : ô comédie parlementaire ! — mais ils n'ont pas voix, ni directe, ni indirecte, dans l'élaboration des règlements des ateliers où ils se tuent de travail. Ils doivent s'y soumettre et payer les amendes. Dans le peignage Holden, un retard de 5 minutes coûte 10 centimes ; de 10 minutes, 20 centimes ; de 15 minutes, 30 centimes.

Les gardes-chiourme des fabriques ont des joyeusetés qui rappellent les grossières brutes féodales. — Un hiver on discutait sur le salaire des femmes ; on faisait remarquer au garde-chiourme directeur, que les femmes recevaient à Croix (Nord) 3 francs, pour le même travail payé à Reims 2 fr. 10. « Les femmes sont comme les pommes de terre, répliqua-t-il, quand elles abondent au marché on les paye moins ; les femmes abondent à Reims, diminuez leur nombre. »

Un jour, au moment de la paye, une veuve, mère de trois enfants en bas âge, se lamentait de ne toucher que six francs pour sa semaine : — « Mais, Monsieur

le directeur, je ne puis donner du pain à mes enfants avec si peu. » — « Est-ce que cela me regarde, vos enfants ? Quand on n'a pas de quoi les nourrir, on ne fait pas d'enfants... Mais ça vous donne du plaisir de les fabriquer, et vous voulez que nous les nourrissions !... tant pis pour vous, tant pis pour eux. Ils manquent de pain, qu'ils mangent de l'herbe ! »

Les fabricants et leurs gardes-chiourme ne se contentent pas de railler la misère des ouvrières et des ouvriers qui les emmisionnent ; ils les déshonorent.

Le droit de cuissage, qui n'appartenait autrefois qu'au seigneur féodal, est possédé aujourd'hui par le patron, ses contremaîtres et ses commis. L'ouvrière, pour conserver sa place, ou celle de son père, de ses frères ou de son amant, est souvent obligée de subir les sales caresses du patron ou de ses valets de boutique et d'atelier.

Il faut que le régime de fabrique soit bien dégradant pour que, dans les villes manufacturières, il ne se soit pas trouvé des pères, des frères, des maris, des amants pour brûler la cervelle au premier drôle, patron ou contremaître, qui ait osé porter une main lubrique sur leurs femmes ou leurs filles.

Les salariés n'ont à attendre que souffrance, honte et travail, tant qu'ils ne seront que des machines ou des servants de machines, tant qu'ils ne se seront pas emparés des pouvoirs de l'Etat, tant qu'ils n'auront pas constitué le pouvoir révolutionnaire qui doit expropriar la bourgeoisie de la possession des moyens de production qu'elle transforme en moyens de richesse pour elle et, pour la classe ouvrière, en instruments de torture et de dégradation.

Ce que coûte le Tonkin

Voici la liste exacte des crédits accordés :

| | |
|-------------------------------|---------------|
| Lois du 28 mai 1883. | 5.300.000 fr. |
| — 22 décembre 1883. | 9.000.000 |
| — 22 décembre 1883. | 20.000.000 |
| — 16 août 1884. | 38.363.874 |
| — 12 décembre 1884. | 16.147.368 |
| — 12 décembre 1884. | 43.422.000 |
| — 1 ^{er} avril 1885. | 50.000.000 |
| — 3 avril 1885. | 150.000.000 |

Total. 332.233.242 fr.

A ces 332 millions que coûte officiellement l'expédition du Tonkin, il faut ajouter les dépenses engagées qui dépassent de beaucoup ce chiffre colossal ; car il faut compter par centaines les millions nécessaires pour réparer nos navires, combler les vides de nos arsenaux et de nos magasins.

LETTE D'AMÉRIQUE

Chicago, 12 novembre 1885.

Deux congrès importants viennent de se tenir aux États-Unis, le congrès du Parti ouvrier à Cincinnati, et le congrès des Chevaliers du travail (the knights of labor) à Hamilton, dans l'Etat de l'Ontario. Je ne vous en parlerai pas, car vos correspondants ont dû vous en rendre compte ; depuis que j'ai quitté San Francisco, je n'ai pas reçu votre journal, par conséquent j'ignore ce que vous avez publié.

Les Chevaliers du travail sont une puissante organisation ouvrière, ayant des branches dans toutes les villes et comptant plus de cent mille membres de tous les métiers. Jusqu'ici ils avaient agi individuellement, mais dans leur dernier congrès ils ont décidé un mouvement sur toute la face du pays : la réduction du travail à huit heures par jour. L'influence qu'ils avaient acquise par leurs grèves successives et partielles, va être considérablement augmentée par ce mouvement général. Un autre fait qu'il faut noter, c'est le caractère socialiste que prend le mouvement ouvrier ici, jusqu'ici, s'était limité à de simples querelles pour les salaires ; ce changement de conduite est dû en grande partie aux Allemands.

Bismarck ne saura jamais quel service il rend à la cause du socialisme par son système militaire et ses persécutions contre les socialistes. Depuis des années, les ouvriers allemands, heureux de fuir le despotisme bismarckien, arrivent en Amérique ; on rencontre des Allemands partout, au Nord, au Sud, à l'Ouest, dans les campagnes et les villes : ils sont les apôtres du socialisme scientifique. Ils s'organisent, fondent des journaux en deux et trois langues et répandent les théories socialistes ; peu à peu ils ont entraîné les ouvriers américains dans le mouvement. Avant peu, vous entendrez parler du socialisme en Amérique, et vous serez étonnés de la force avec laquelle il s'affirmera.

Depuis cinq ans que je suis ici, j'ai beaucoup voyagé, j'ai travaillé dans beaucoup de villes et dans les grandes fermes de l'Ouest et de la Californie ; si je vous racontais tout ce que j'ai vu, vous seriez de mon avis, que nous approchons d'une crise. Les campagnes ici sont peut-être plus révolutionnaires que les villes ; vous ne sauriez croire dans quel état d'exaspération sont les petits fermiers, ruinés par la concurrence des grandes fermes financières et écrasés par le monopole des marchands de grains et des chemins de fer. Pour donner une idée de la

situation, je vous citerai l'opinion du général Butler, celui qui, pendant la guerre de sécession, dompta la Nouvelle-Orléans, une des places fortes des esclavagistes. Un reporter de la *New-York tribune* lui ayant demandé s'il ne craignait pas des troubles dans un avenir prochain, Butler lui répondit :

« Je les crains. J'ai des enfants qui vivront assez pour voir les Vanderbilt et les Gould, (ce sont nos Rothschild) pendus de la façon la plus scientifique aux reverbères des rues. Il y aura du sang versé, puis les choses s'apaiseront pendant un temps. Ces rois de la finance s'aperçoivent déjà du danger ; mais ils ne voient pas le moyen de l'éviter. Quand j'étais candidat à la présidence, Gould dit : il faut abattre Butler. Il croyait voir dans mes mains la torche du communisme. Je ne suis pas un communiste ; mais le tour des communistes viendra, malheur à eux alors ! »

L'opinion de Butler n'est pas personnelle, on la trouve formulée un peu partout ; il semble que dans tout le pays s'est formée la ligue de la haine contre les hommes de la finance. En voici la preuve :

La plaie des tramps recommence comme en 1874-1875. Les tramps ne sont pas des vagabonds dans le sens européen du mot ; ce sont des ouvriers qui ont été embauchés tantôt sur les grandes fermes pendant le temps des moissons, tantôt pour de grands travaux industriels, tels que chemins de fer, canaux, etc. Le travail terminé, ces masses d'hommes sont licenciées et vont de ville en ville, de village en village, cherchant du travail. Il y a dix ans des centaines de mille d'ouvriers parcouraient les campagnes, ils allaient par troupes, ils étaient armés ; on les nourrissait par crainte. Ils ne sont pas encore aussi nombreux qu'il y a dix ans ; aussi les traite-t-on avec cruauté, on les emprisonne, on les condamne. Une petite ville, Anderson, vient de se signaler par sa manière de se débarrasser des tramps. Les habitants, au nombre de plusieurs centaines, armés de fouets et de bâtons, se rangèrent sur deux lignes à la porte de la prison. A un moment donné, on ouvrit la porte et on chassa les tramps qui étaient enfermés dans la prison. Les pauvres diables durent traverser cette double rangée d'hommes et d'enfants et s'enfuir en courant sous une grêle de coups.

Le *Chicago Express* commente ainsi le fait : « Le tramp est un enfant de notre société : son existence est la conséquence fatale de celle du millionnaire. Si le tramp n'existait pas, il n'y aurait pas de millionnaire. La société doit tuer la dignité d'homme chez 400,000 tramps pour fabriquer un Vanderbilt. Chaque homme qui possède un million a détruit la dignité, la liberté et l'indépendance de 2,000 tramps. Grands dieux ! quels jours de représailles se préparent pour les faiseurs de tramps. Nous avertissons la société, nous avertissons les faiseurs et les persécuteurs de tramps, que ces jours de représailles approchent... Le tramp commence à s'éveiller à l'idée du crime de sa création, et il ressent profondément les indignités qu'on lui fait. Leur nombre est légion ; les tramps s'organisent pour leur vengeance et votre destruction. »

Tout homme intelligent ne peut s'empêcher de voir que nous approchons d'une crise.

J. WILKINSON.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris. — La discussion du rapport de M. Cernesson sur la pétition de janvier des ouvriers sans travail, déjà renvoyée à huitaine, a encore été ajournée au profit de la Bourse de commerce : ces messieurs du haut négoce n'attendent pas !

Un amendement au rapport Cernesson a été déposé par le citoyen Vaillant dans les termes suivants :

Art. 1^{er}. — Dans les travaux de la Ville de Paris la durée maxima du travail est fixée à huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine.

Art. 2. — Dorénavant les prix de série seront strictement appliqués aux ouvriers employés aux travaux de la Ville de Paris en ce qui concerne les salaires — toujours réglés à la journée et non aux pièces.

Les prix de série, en ce qui concerne les salaires, resteront, pour la journée de huit heures, égaux à ceux fixés pour la journée d'été ou de 10 heures, par la dernière série de novembre 1882, aucune diminution de salaire ne pouvant être faite pour cause de réduction des heures de la journée de travail.

Art. 3. — Une révision annuelle des prix de série, en ce qui concerne les salaires, aura lieu à la fin de chaque année après entente avec les délégués élus des travailleurs.

Art. 4. — L'administration devra désormais, conformément aux décrets de 1848, interdire le marchandage, dans les travaux de la Ville de Paris.

Art. 5. — Le Conseil émet le vœu qu'au plus tôt, par une loi, l'Etat limite à huit heures la journée de travail industriel ; fixe, après entente avec leurs délégués élus, un salaire minimum annuellement révisé pour toutes les catégories de salariés ; interdise le marchandage et organise une exacte inspection des ateliers, chantiers et tous lieux de travail, par les délégués des travailleurs.

Alais. — La fête des mineurs enfin, leur a permis de respirer l'air pur pendant trois jours, oubliant un instant toutes les angoisses subies. Autrefois, cette fête était due aux ouvriers par la compagnie, les amendes infligées servaient, du reste, et au-delà à boucher ce trou.

L'économie a fait son apparition et on a, sous prétexte que les frais étaient trop considérables, supprimé le repas qui était payé par la Compagnie. Aussi, depuis cette

modification, nous ne voyons plus sur les places le baraquement nécessaire à cette fête grandiose.

La Compagnie se borne aujourd'hui à accorder le montant d'une journée à son personnel pour la célébration de la Sainte-Barbe. Mais elle a soin de se rattraper en l'exploitant encore davantage à l'aide de magasins qui tiennent toutes sortes d'objets. Elle y accapare la vente de toutes les denrées, et, par là encore, elle tient l'ouvrier plus étroitement dans sa main. Il ne dépend pas d'elle seulement pour le salaire, mais pour la subsistance; et après l'avoir exploité comme travailleur, elle l'exploite comme consommateur. Ces magasins, sur un fonds de roulement de 200,000 francs, font par an 2,400,000 francs d'affaires qui rapportent à la Compagnie 20 0/0, soit 480,000 francs. En déduisant de cette somme 130,000 fr. environ de frais (employés, loyers, patentes, usure du matériel, etc.), reste un bénéfice net pour la Compagnie de 350,000 francs par an.

Bessèges. — Nous continuons les détails que nous avons commencé à donner dans notre dernier numéro sur la vie des mineurs du bassin du Gard. L'âne souterain qui cède si facilement à autrui sa part de soleil et d'air, reçoit sa lampe fermée à clef, sous prétexte de sécurité, mais en réalité pour que la Compagnie ait là une occasion de plus de lui appliquer 5 ou 10 francs d'amende s'il a le malheur de contrevenir à cette prétendue règle de sûreté. De sorte que si l'homme éteint sa lampe, ce qui est très facile et arrive assez souvent, il est obligé de courir après un chef de poste, pour se faire ouvrir et allumer sa lampe, ou bien encore d'aller à un endroit, au fond d'un plan incliné par exemple, où se trouve suspendue une clef publique. S'il se fait prendre dans cette course au milieu de l'obscurité par les wagons ou s'il lui arrive un accident quelconque, c'est un maladroît; voilà la manière dont les chefs s'apitoient sur les accidents qui ont le tort d'entraîner la visite et le dérangement d'un garde-maine, d'un ingénieur, quelquefois du directeur, et enfin de toute la bande de parasites que le mineur entretient dans le bien-être et qui ne font jamais que donner tort à l'ouvrier.

Oh! je vois d'ici le Graffin ou le Jouguet objecter que si le mineur était libre de dévisser sa lampe où et quand il voudrait, il ferait éclater le grisou chaque jour; mais je répondrai aux deux exploiters modèles que mieux qu'eux et que leurs gardes-chiourme, le mineur sait où il peut sans danger dévisser sa lampe, et que les catastrophes qui arrivent, malheureusement trop souvent, sont dues beaucoup plus à l'imprévoyance des chefs qui n'interdisent pas assez tôt l'accès du chantier où est le grisou ou qui menace de s'ébouler, qu'à celle du mineur qui joue, lui, sa peau, et qui a intérêt à ne faire ni éclater le grisou ni ébouler, c'est-à-dire à ne se faire ni carboniser ni enterrer tout vif. Une fois muni de son falot il se fourre vite dans son trou pour n'en sortir que 12 ou 14 heures après.

BASTID.

Saint-Priest-en-Jarret (Loire). — Dimanche, 22 novembre, dans une salle de la mairie, des délégués des

groupes d'études et de l'Union des socialistes ont donné une conférence publique et contradictoire. Environ cent citoyens de cette petite commune étaient présents.

Après la formation du bureau, le citoyen Chalumeau invite les citoyens présents à se grouper pour étudier ensemble les questions qui les intéressent tous.

Il passe en revue les différentes formes d'associations ouvrières, démontre les traquenards que renferme la loi sur les syndicats professionnels votée par la dernière Chambre, et termine en prouvant que seuls les groupes d'études et de propagande socialistes amèneront un bien pour les travailleurs puisqu'ils leur feront comprendre leur droits méconnus par la bourgeoisie de toutes nuances. Des applaudissements accueillent ces paroles et nous donnent l'espoir que ces conseils seront mis en pratique.

Le citoyen Crozier développe les idées socialistes comparées aux idées radicales. Il démontre que toutes les réformes promises par les radicaux, lors même qu'elles seraient votées par la Chambre, n'amèneraient aucun bien-être pour les travailleurs, qui sont sous le joug du patronat.

Les nombreux applaudissements qui ont interrompu l'orateur sont une preuve certaine que les citoyens de Saint-Priest, présents à cette réunion, ne se laisseront plus leurrer par les paroles hypocrites des bourgeois en quête d'une place au Parlement.

Le citoyen Conquis invite les citoyens présents à se faire inscrire de suite au bureau, pour commencer sans retard l'organisation d'un groupe d'études.

Un certain nombre de citoyens se sont fait aussitôt inscrire.

ETRANGER

Allemagne. — En attendant que le Reichstag proroge la loi contre les socialistes, la Saxe, à l'instigation de M. de Bismarck, vient de présenter au Landtag un projet tendant « à interdire le séjour à quiconque ne plaît pas à la police ».

C'est tout simplement l'insertion dans le code saxon à titre permanent, de la disposition la plus cruelle de la loi d'exception contre nos amis, aux termes de laquelle le petit état de siège proclamé, toute personne désagréable peut être chassée de sa demeure et bannie à l'intérieur. D'autres gouvernements allemands se préparent à suivre l'exemple de la cour de Dresde.

Angleterre. — Un ami nous écrit: « Hourrah pour l'Irlande! Le prochain Parlement sera dominé par Parnell, dictateur du Royaume-Uni. Il aura à donner sa mesure. En tout cas, il y a ce grand fait, les Irlandais, que les Anglais ont chassé d'Irlande et qui peuplent les villes manufacturières de l'Angleterre, en votant en masse pour les Tories et en flanquant à la porte les libéraux, ont prouvé que même en Angleterre le vote irlandais est décisif. Les libéraux sont dans la consternation; en masse les modérés ont pris les devants sur leurs leaders et ont passé aux Tories. »

Belgique. — Le nombre d'ouvriers occupés par les charbonnages est resté à peu près le même en 1884 qu'en 1883.

A l'intérieur, il y a eu augmentation des hommes et des femmes, mais diminution des garçons et des filles. Les seconds compensent les premiers.

L'accroissement du nombre des femmes est surprenant. Jusqu'à présent on avait constaté plutôt une diminution. C'est sans doute la pénurie des autres travaux qui a ramené ce surcroît dans les houillères.

Les plus grandes profondeurs de nos fosses ont été atteintes:

Par le puits n° 11, de Longterne-Trichère, à Dour (827 m.).

Par le puits n° 3, des Charbonnages réunis de l'Agrappe (839 m.).

Par le puits Saint-André du Charbonnage du Poirier, à Montigny-sur-Sambre (955 m.).

— Les boutiquiers de Bruxelles sont en train de donner un exemple que ceux de Paris, la ville lumière, devraient avoir l'intelligence de suivre.

La fabrication du gaz est, à Bruxelles, une industrie municipale, dont les bénéfices servent à combler les déficits du budget de la ville. Les consommateurs de gaz se sont, à la fin, fatigués de payer pour les autres; ils se sont mis en grève pour forcer la ville à abaisser le prix de son gaz. Les trois quarts des établissements ont supprimé le gaz et l'ont remplacé par le pétrole. Il y a une dizaine de jours, M. Buis a proposé au Conseil communal de réduire le prix du gaz à 17 centimes le metre cube, espérant ainsi, disait-il, arrêter le désabonnement.

Hollande. — On nous avait annoncé et nous avons annoncé l'élection au Parlement néerlandais, de l'ouvrier Heldt comme une victoire pour la cause socialiste; nous recevons à ce sujet la lettre suivante que nous nous empressons de publier:

« Chers citoyens,

« Vos amis de Hollande vous prient de rectifier le petit article sur l'élection du « socialiste » Heldt. Il n'est pas du tout socialiste; au contraire, il est élu par nos libéraux (les opportunistes de chez vous) parce qu'on veut se donner l'air d'être radical en envoyant un ouvrier dans le Parlement. Mais en même temps on a choisi un ouvrier qui n'est pas dangereux du tout, et c'est fait surtout contre nous les socialistes que l'on craint.

« Heldt c'est notre Barberet, et vous comprendrez que nous ne pouvons le laisser qualifier de socialiste.

« Il est le président de la Fédération ouvrière néerlandaise, laquelle est dirigée contre l'Internationale, mais dont l'influence est à présent nulle. Si les ouvriers l'avaient choisi, il ne serait pas dans le Parlement; seulement les bourgeois libéraux jouent avec lui et il se prête à ce rôle.

« Les félicitations de votre part sont prématurées; les socialistes hollandais n'ont pas encore remporté une victoire parlementaire et ne la souhaitent pas avec l'aide des bourgeois libéraux, car ce fait est suspect.

« Avec nos salutations fraternelles.

« F. DOMELA NIEUWENHUIS. »

GALERIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

PIERRE LAVROFF

I

Depuis des années l'Europe assiste à un terrible duel entre le gouvernement despotique de la Russie et une poignée de révolutionnaires, dont les rangs se reforment constamment à mesure que l'exil en Sibérie et les condamnations à mort les éclaircissent. Jamais dans l'histoire on n'avait vu un tel drame, jamais aucun peuple n'a fourni une si nombreuse légion d'hommes et de femmes se dévouant au renversement d'un régime gouvernemental avec une abnégation si absolue et un courage si inébranlable.

En Russie persiste la forme despotique de gouvernement, dont les nations européennes se sont débarrassées depuis longtemps. Le despotisme personnel russe, appuyé sur une bureaucratie colossale, dont les fonctionnaires sont en grande partie allemands ou d'origine allemande, sur une police puissante et sur une armée organisée à l'européenne, écrase le pays et entrave le développement de la bourgeoisie qui doit fatalement l'abattre, ainsi que les bourgeoisies de France et d'Angleterre ont décapité leurs rois pour imposer une constitution à la royauté. Ce despotisme est d'autant plus insupportable que, depuis des années, la grande culture, la grande industrie et le grand commerce s'introduisent en Russie et créent une classe capitaliste et un prolétariat agricole et industriel analogues aux nôtres.

Le prolétariat russe est trop faible et de formation trop récente, pour avoir une vie propre et se poser en parti politique, cherchant à s'emparer du pouvoir afin de réaliser des réformes socialistes; mais en revanche, dans les campagnes russes, subsistent encore des restes importants du communisme agraire: un gouvernement révolutionnaire socialiste pourrait y appliquer immédiatement les réformes du communisme scientifique. La révolution russe, lorsqu'elle éclatera, bien qu'elle doive profiter surtout à la bourgeoisie, sera compliquée de mouvements ouvriers et paysans. Beaucoup de révolutionnaires socialistes ne se font pas d'illusions, ils sa-

vent qu'en travaillant au renversement du Czarisme, ils hâtent l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie libérale; mais ils comprennent que, d'abord, il faut obéir à la logique du mouvement historique et débarrasser le terrain politique du gouvernement personnel. C'est pour cela que les Terroristes se sont attaqués personnellement au czar et à ses représentants, et ont recouru à des moyens de lutte, (sociétés secrètes, conspirations, exécutions individuelles, etc.) que les socialistes d'Europe et d'Amérique n'emploient pas, car dans leur pays ils n'auraient point d'efficacité.

Quoique la lutte révolutionnaire engagée en Russie ne présente aucun des caractères de celle que soutient en Europe et en Amérique la classe des salariés contre la classe capitaliste, et ne puisse aboutir au même résultat, cependant nous avons le droit de réclamer pour le socialisme contemporain les héroïnes et les héros du mouvement russe: ils partagent nos idées communistes, et ils combattent dans nos rangs quand les nécessités de la lutte les obligent à s'expatrier.

II

Pierre Lavroff, le savant révolutionnaire socialiste russe, est né le 14 juin 1823, il fit ses études à l'école d'artillerie de Pétersbourg, où il professa les mathématiques ainsi qu'à l'Académie d'artillerie, de 1844 à 1866. Mais les sciences mathématiques n'absorbèrent pas toute son activité intellectuelle, il prit part au mouvement philosophique et littéraire qui marqua le commencement du règne d'Alexandre II: ses premiers travaux furent consacrés à Hegel et à l'hégélianisme, à la morale individuelle et à la philosophie contemporaine. Ses connaissances scientifiques variées et profondes le firent nommer directeur de la *Grande encyclopédie*, dont huit volumes seulement furent publiés, car la presse cléricale, excitée par plusieurs évêques, la dénonça au gouvernement. Mais ces dénonciations n'empêchèrent pas Lavroff de faire en 1864 un cours public sur l'*Histoire des sciences mathématiques et physiques*, qui fut publié dans la Revue officielle de l'artillerie et de la marine.

Lavroff, en 1866, occupait une haute position sociale; il était colonel, professeur d'une des plus savantes écoles

de Russie, membre du Conseil municipal et de l'assemblée provinciale de Pétersbourg, quand il fut emprisonné pendant neuf mois et interné dans une des provinces les plus désolées du Nord; il était en même temps défendu de mentionner son nom dans la presse. Mais ces persécutions le trouvèrent inébranlable; il continua à écrire sous différents pseudonymes, jusqu'à ce que des jeunes gens qui avaient suivi ses cours, eurent préparé son evasion. Depuis 1870, Lavroff vit en Europe, tantôt en Suisse, tantôt à Paris, tantôt à Londres, toujours travaillant, toujours instruisant la jeunesse qui se groupe autour de lui comme autour du patriarche du socialisme russe. Il a écrit en exil d'importants ouvrages sur l'*Histoire de la Morale*, sur l'*Evolution des religions*, sur Auguste Comte, Herbert Spencer, etc., et un *Essai sur l'histoire de la pensée* dont la publication a été arrêtée par le gouvernement russe, qui n'a jamais cessé de persécuter le savant révolutionnaire qu'il a pu emprisonner mais non vaincre. L'histoire de sa vie est intimement mêlée à celle du mouvement russe.

L'élite instruite et intelligente des classes riches de la Russie, dès la fin du siècle dernier, fait de l'opposition au gouvernement: à côté de la littérature légale circulaient des poésies, des pamphlets, des articles clandestins, plus ou moins révolutionnaires. Cette opposition prit un caractère menaçant à la fin du règne d'Alexandre I^{er}, à l'époque de la tentative de révolte militaire de 1826. Le même phénomène se reproduit à la fin du règne de Nicolas. Parmi les poésies qui circulaient à cette époque, il s'en trouvait plusieurs révolutionnaires qui furent saisies chez Lavroff et dont on lui attribua la paternité, qu'il ne nia pas.

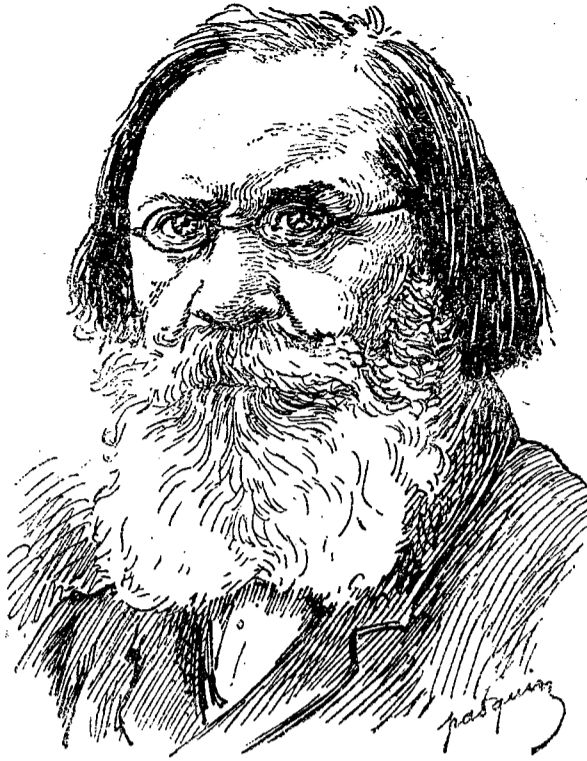
Herzen fut le premier prophète du socialisme en Russie; mais son socialisme n'était qu'une espèce de radicalisme bourgeois; il recrutait ses adhérents dans les groupes libéraux qui ne voulaient ni des réformes socialistes ni une révolution politique. Le socialisme, qui se base sur l'étude des phénomènes économiques et qui est en complète opposition avec les théories du libéralisme bourgeois, fut propagé surtout par les travaux de

Tchernychevsky, qui fut bientôt le maître reconnu de la jeunesse, et qui souleva contre lui la colère des libéraux, à cause de ses critiques de l'économie politique bourgeoise et de l'acte d'émancipation des serfs. Herzen perdit, en 1863, toute son influence.

Le gouvernement prit ombrage de cette propagation du socialisme scientifique qui coïncida avec la révolte polonaise de 1863. Tchernychevsky fut arrêté et condamné aux travaux forcés, à la grande joie des libéraux heureux d'être débarrassés d'un si terrible adversaire. Mais les amis et les disciples du penseur russe ne perdirent pas courage; il se réunirent et fondèrent une grande revue qui fut supprimée en 1864, Lavroff était un des rédacteurs dont les articles étaient le plus remarquables. D'autres revues entrèrent en ligne. Un travail de Tchernychevsky sur les ouvriers russes, publié après sa condamnation, produisit une profonde impression. C'est alors que Lavroff fit paraître ses *Lettres historiques*: il s'adressait à la jeunesse instruite, lui disant qu'elle avait une dette à payer à la nation, et qu'elle ne s'en acquitterait qu'en propageant dans le peuple les idées nouvelles. En même temps arrivaient en Russie des fragments du discours de Bakounine au congrès de la *Ligue pour la paix* et les premières nouvelles de l'Internationale alors naissante. Un peu plus tard on traduisait le *Capital* de Karl Marx. La Commune de Paris donna une nouvelle énergie au mouvement révolutionnaire de la jeunesse, d'autant plus que les libéraux n'osaient pas et ne pouvaient pas prendre une position décisive sur cette question.

Forcé de vivre à l'étranger, Lavroff ne put prendre une part directe au mouvement qui se produisait en Russie; mais il le suivait avec anxiété et l'aidait de tous les moyens en son pouvoir. En 1872, des délégués de la jeunesse vinrent lui proposer de se mettre à la tête d'une revue socialiste russe, *En Avant*, qui eut une grande influence sur le caractère du mouvement russe. — Parmi les adhérents de la revue, une scission se fit. D'un côté se rangèrent les anarchistes-bakounistes, ils prétendaient qu'il n'était besoin d'étudier, de savoir, de posséder aucune science pour faire de la révolution; selon eux,

l'ignorance était la première qualité de tout révolutionnaire. Lavroff et ses amis s'élevèrent contre ces théories



de frère ignorantin. Bien que Bakounine compta un grand nombre de partisans à l'étranger aussi bien qu'en Russie, ce fut Lavroff qui finit par l'emporter. *En Avant* qui

se transforma en organe bi-hebdomadaire (1875-1876), devint le journal reconnu par la jeunesse révolutionnaire russe, tandis que la presse anarchiste disparaissait. *En Avant* fut l'apôtre de la propagande socialiste dans les campagnes. On y répandit de nombreuses brochures populaires qui se publiaient à Londres et à Genève, et on organisa des cercles de propagande socialiste qui couvrirent le pays.

Mais les arrestations en masse, les condamnations aux travaux forcés qui s'abattirent sur les propagandistes, jetèrent les révolutionnaires dans un autre courant. Puisqu'on ne pouvait faire de la propagande pacifique, ils s'armèrent pour la lutte corps à corps. Le coup de pistolet de Vera Zassoulitch donna le signal de la campagne terroriste. *En Avant* cessa alors de paraître.

En mars 1882, on vint de nouveau demander à Lavroff de prendre la direction d'une nouvelle revue, le *Messenger de la Volonté du peuple*: il accepta, mais en posant pour condition que la note socialiste serait accentuée, tout en admettant pour les révolutionnaires socialistes la nécessité de mener de front la lutte contre le gouvernement impérial et la propagande socialiste. La revue commença à paraître en novembre 1883; elle est dirigée par Lavroff et notre collaborateur Tikhomiroff.

Malgré les persécutions des dernières années, le mouvement continue en Russie; la jeunesse universitaire et les groupes révolutionnaires publient clandestinement des feuilles volantes, des brochures et même des volumes qui sont lithographiés. Le *Manifeste communiste*, de Marx et d'Engels, le résumé du *Capital*, de Deville, le *Droit à la Paresse*, de Lafargue, et une foule d'autres ouvrages ont été traduits et mis en circulation par ces groupes révolutionnaires.

À côté du mouvement socialiste existe une certaine tendance dans la jeunesse russe vers le mysticisme du grand romancier L. Tolstoï, qui attaque l'Eglise constituée et l'Etat au nom des principes de l'évangile, et qui prêche l'amour universel. Lavroff prépare en ce moment un travail pour réagir contre cette déplorable tendance qui affaiblit et brise l'énergie de la jeunesse.

CERCLE D'ÉCONOMIE SOCIALE

Des socialistes appartenant à diverses écoles ont pris l'initiative de la création d'un cercle où tous les hommes s'occupant d'économie sociale pourraient se rencontrer pour causer, discuter, faire échange d'idées. La Commission chargée de préparer un projet de statuts convoque tous les citoyens adhérant à ce projet, à une réunion qui sera tenue mercredi prochain, 9 décembre, au *Café de l'Espérance*, rue de la Monnaie, 19.

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

- SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde. » 30
- LE COLLECTIVISME AU COLLÈGE DE FRANGE. (*Réponse à M. P. Leroy-Beaulieu*), par Jules Guesde. » 20
- LA LOI DES SALAIRES ET SES CONSÉQUENCES, par Jules Guesde. » 30
- LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, son histoire, ses considérations, ses articles, par Jules Guesde et Paul Lafargue. 1 »
- LE DROIT À LA PARESSE, par Paul Lafargue. » 35
- COURS D'ÉCONOMIE SOCIALE, *Le matérialisme économique de Karl Marx*, trois brochures: 1° l'Idéalisme et le Matérialisme dans l'histoire; 2° le Milieu naturel: théorie darwinienne; 3° le Milieu artificiel: théorie de la lutte des classes, par Paul Lafargue. » 30
- COURS D'ÉCONOMIE SOCIALE. *L'Evolution du capital*, cinq brochures: 1° Genèse du capital; 2° Formation du prolétariat; 3° Coopération et manufacture; 4° Machinisme et grande industrie; 5° Fin du capital, par Gabriel Deville. » 60
- L'ANARCHISME, par Gabriel Deville. » 10
- LE CAPITAL DE KARL MARX, résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique, par Gabriel Deville. 3 »
- RAPPORTS ET RÉOLUTIONS DES CONGRÈS OUVRIERS DE 1876 A 1883, par J. Dormoy. » 40
- 6° CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER, tenu à Roanne (1882). » 40
- 7° CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER, tenu à Roubaix (1884). » 10
- LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE PARIS » 15
- L'ÉGALITÉ (journal), 2° série — 1880 — 32 n°s. 5 »
- L'ÉGALITÉ (journal), 3° série — 1881-1882 — 47 n°s. 10 »

Envoi franco contre mandat-poste.

Adresser les demandes au citoyen Hennet, 17, rue du Croissant, Paris.

SOUSCRIPTION PERMANENTE Pour le développement de la Presse du Parti

Le Parti ouvrier possède aujourd'hui cinq organes: *Le Socialiste* de Paris, *la Défense des Travailleurs* de Reims, *le Dérégulé* de Roanne, *le Réveil du Forçat* de Lille-Roubaix, *la Défense des ouvriers* de Montluçon-Moulins. L'existence de ces journaux est assurée grâce aux sacrifices que se sont imposés les militants du Parti pour leur fondation.

Le parti socialiste allemand n'a pas pu se développer et devenir la plus grande et la plus solide organisation socialiste qui ait encore été constituée, que parce que, avant la suppression de sa presse, il possédait plus de 60 journaux locaux.

Ce n'est que par la création d'organes locaux dans chaque région, dans chaque centre industriel, que notre parti pourra devenir un puissant parti national.

Nous faisons appel à tous ceux qui comprennent l'importance de l'œuvre que nous avons entreprise, et nous comptons sur leur dévouement à la cause révolutionnaire.

Pour la commission d'administration de la presse du Parti.

L'Administrateur délégué
L. HENNET.

P. S. — Les souscriptions doivent être adressées au citoyen L. Hennet, 17, rue du Croissant.

En vente aux bureaux du *Socialiste*, 17, rue du Croissant, Paris.

L'origine della Famiglia, della Proprieta privata e dello Stato, in relazione alle ricerche di Luigi H. Morgan, di Federico Engels.

Versione riveduta dall'autore di PASQUALE MARTIGNETTI.

2 lire

**

Lo sviluppo del socialismo dall'utopia alla scienza.

di F. ENGELS

60 centesimi.

Vient de paraître, chez E. Giraud et Cie, 18, rue Drouot: *Les propos du Docteur*, médecine sociale et hygiène générale à l'usage des gens du monde, par le Dr E. MONIN.

Dans ce volume in-18, de 330 pages, où sont traitées les questions vitales les plus palpitantes, le lecteur retrouvera les qualités d'exposition méthodique et lucide qui caractérisent le brillant chroniqueur scientifique.

LIBRAIRIE SOCIALISTE INTERNATIONALE ACHILLE LE ROY

145, bis, rue Saint-Jacques, PARIS

Envoi franco de toutes les brochures socialistes, ainsi que du catalogue.

GAUDISSERT

Gazette du Commis voyageur
DIRECTEUR J.-S. RICHARD

Le but du *Gaudissart* est de développer et de favoriser les relations entre les voyageurs et les commerçants de province et de Paris. — *Gaudissart* insère toute communication concernant le passage des voyageurs dans les villes, hôtels, ainsi que la durée de leur séjour.

Paraît le dimanche, prix: 5 centimes.

Demandez à Paris

A LA MAISON DU

PONT-NEUF

RUE DU PONT-NEUF — PARIS

Le Nouveau Catalogue et les Gravures des Vêtements pour Hommes et Enfants.

1885 HIVER 1886

Envoi Gratuit et Franco

QUELQUES PRIX DU CATALOGUE

PARDESSUS
Draperie mode, doublure
confortable.

17 fr.

GÉRÉMONIE
Complet
drap noir fin.

35 fr.

ENFANTS
Pardessus
Belle draperie.

7 fr.

COMPLETS
Forte draperie
indéchirable.

29 fr.

FOURRURES
Pardessus
Col, Parements, Revers,
vraie fourrure.

36 fr.

ENFANTS
Costumes
Drap nouveauté.

5 fr. 75



Tout vêtement
extrait
de convenant pas
l'argent
en est retourné
de suite
par Mandat-Poste.

Expédition franco de port
dans toute la France à partir de 25 francs.
DEMANDEZ LE CATALOGUE AUX DIRECTEURS DE LA
Maison du **PONT-NEUF**, PARIS

Le Gérant: DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

LE SOCIALISTE

COMITÉ DE RÉDACTION: G. Deville,
R. Fréjac, J. Guesde, P. Lafargue,
A. Le Tailleur.

Est en vente à Lyon, chez MM. MÉLIN,
11, rue des Quatre Chapeaux; PAYAN,
73, rue Massena.

INSENSIBILISATEUR BOIVIN

EXTRACTIONS, GUÉRISON ET POSE
DE DENTS SANS DOULEUR

Un docteur assiste aux opérations. Facilité de
paiement.

PARIS, 31, rue SAINT-LAZARE

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 fr. broché, 2 fr. 25 fr. richement relié; (1^{re} édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur: LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi 1^{er} contre 1 fr. 25.